

Le « peuple » : fin d'un mythe au sein du mouvement des Gilets Jaunes ? (part. 1 Ubérisation)

Quelle place les ouvriers ubérisés ont-ils dans la conflictualité de classe ?

- Au vu du nombre de ces ouvriers ubérisés que nous rencontrons sur les rassemblements de Gilets Jaunes en Cévennes, la question mérite d'être posée et ne peut être balayée du revers de la main pour les ranger dans le tiroir des commerçants-artisans dont nous ne connaissons que trop bien les positions.

Pour commencer, qu'est-ce qu'un ouvrier ubérisé ?

- Strictement parlant, localement, c'est un salarié dont le CDD n'est pas renouvelé et que son ex-employeur réembauche comme sous-traitant en l'incitant à prendre le statut d'auto-entrepreneur.

Les collectivités territoriales, le commerce et les sociétés du BTP sont en tête des secteurs ubérisant leurs propres ouvriers, vendeurs et techniciens.

L'ouvrier ainsi ubérisé croit gagner en autonomie, mais les sirènes de l'entrepreneuriat se taisent assez vite. Et voilà notre bonhomme qui perd en pouvoir d'achat (généralement une perte de 30% pour une augmentation du temps de travail difficile à quantifier), en capacité de négociation avec son employeur principal (il est seul, donc aucune action collective ne semble possible) et qui, en plus, se tape tout le boulot administratif (déclarations sociales, etc) puisqu'il n'est plus salarié mais entrepreneur sous-traitant.

- Si on élargit un tant soit peu cette notion d'ubérisation à l'ensemble du champ de la main-d'œuvre productive, la population ubérisée explose. Du chômeur invité à créer son entreprise "multi-services" (petits travaux, jardinage, etc) en passant par les régisseurs de résidence secondaire (dont l'activité consiste à faire les lits, les jardins ou aérer les maisons avant que les colons débarquent pour les vacances), ce sont autant de secteurs autrefois constitués de sociétés salariantes qui ont disparu au profit d'une atomisation de la classe. Pour le même travail, le travailleur est moins payé (autant du point de vue tarifaire qu'avec le recours aux chèques emploi-service), plus zélé pour conserver sa part de marché et largement plus docile (car isolé, sans collègue avec qui discuter d'une condition commune).

- Enfin, si on élargit jusqu'au fin fond de la condition même de créateur de plus-value (bénéfices brut d'activité) devant limiter sa valeur ajoutée (son salaire) pour offrir services et produits concurrentiels, nous découvrons une myriade d'auto-entrepreneurs sortie des statistiques du chômage, ne disposant que très rarement de leurs propres outils de travail (reste à rembourser les crédits dans les 3/4 des cas). Ceux-là vendent tout et n'importe quoi, sont parfois dans la restauration rapide. Beaucoup de cette catégorie-ci sont des petits paysans ; et même si le statut agricole n'est pas celui de l'auto-entrepreneuriat, cela revient au même, car la pression à fournir un produit ou un service toujours moins cher conduit invariablement à maintenir le niveau de vie de la seule classe moyenne tout en conduisant les petits

"entrepreneurs" ou les paysans à une ruine certaine - faute de rémunération, car c'est sur la rémunération que ça gratte pour vendre moins cher. Peu importe si la durée de vie de ces activités est courte : les chômeurs prêts à prendre le relais sont légions.

Ces auto-entrepreneurs ruinés, ou en passe de l'être, sont très présents dans le mouvement des Gilets Jaunes en Cévennes. Ils furent, en de nombreuses localités, les premiers à rentrer en conflit avec les commerçants et artisans installés, notabilités du tiroir-caisse ou de la bétonnière qui sont fréquemment ceux qui leur achète leurs services.

Si certains furent réceptifs au discours poujadiste qui voulait les aliéner à la lutte contre le régime social et les charges qu'il implique, beaucoup en sont revenus.

A cette heure, le prolétariat en tant que classe "d'hommes libres ne disposant que de leur force de travail pour assurer leur survie" est en cours de reconstitution. La conscience d'appartenir à la fraction démographique qui est exploitée, pressurisée et sur le dos de laquelle la notabilité, la bourgeoisie et les infrastructures du régime d'oppression s'appuient - cette conscience d'être de la viande à profit pour les autres s'épanouit comme un champignon atomique, et nos travailleurs ubérisés s'inscrivent absolument dans cette dynamique de la reconstitution de la classe.

Pour toutes ces raisons, la notion inter-classiste de « peuple » n'a plus aucun sens (sauf peut-être pour les illuminés de service) car, à force de confrontations et d'échanges, l'idée de « peuple » s'efface peu à peu des critiques produites au profit des notions plus justes de « paysans » et de « prolétaires ». L'ouvrier ubérisé, comme le chômeur ou le paysan, se reconstitue en effet en classes conscientes et soucieuses de leur unité en affrontant les mêmes adversaires, en subissant les mêmes sanctions imposées par le régime de la propriété capitaliste. Ce phénomène est précisément ce qui semble donner un second souffle au mouvement des Gilets Jaunes dans les Hautes Vallées (et mon sentiment, c'est que dans de nombreux autres secteurs géographiques, il se passe la même chose).

Les classes en question n'ont peut-être pas le bagage théorique pour réaliser ou formuler les choses ainsi, mais elles ne sont pas idiotes. Ce sont elles qui, les premières, sont confrontées et limitées par la classe qui les emploie et les rançonne en loyer. Les classes en question n'ont pas le mot « révolution » qui se pointe toutes les deux phrases, mais ce sont bien elles qui envoient se faire foutre les chefs autoproclamés des Gilets Jaunes qui les bassinent avec le RIC et autres projets de sortie de « crise ». Prolétaires et paysans sont bien dans la « crise » et d'ailleurs, leur première victoire c'est de rester unis, ensemble et combatifs, car les voilà fiers de leur révolte, heureux de leur solidarité. Et ça, ils s'en sont emparés. Personne ne le leur a cédé.

Il est de plus en plus clair et net que le conflit des Gilets Jaunes est celui d'un prolétariat-paysannerie se reconstituant contre une bourgeoisie locale, nationale et mondiale qui ne lui offre que misère, épuisement et isolement. La formulation en ces termes n'est qu'une question de temps, au final.

Pour ma part, je n'ai ni les capacités ni la maîtrise des outils théoriques nécessaires à

une analyse plus profonde et je délègue bien volontiers ce travail à des personnes plus compétentes. Toutefois, je tenais à préciser et à partager avec vous ces premières observations et analyses sur ce début d'année 2019.
C'est chose faite.

Joseph Kacem – www.josephkacem.net